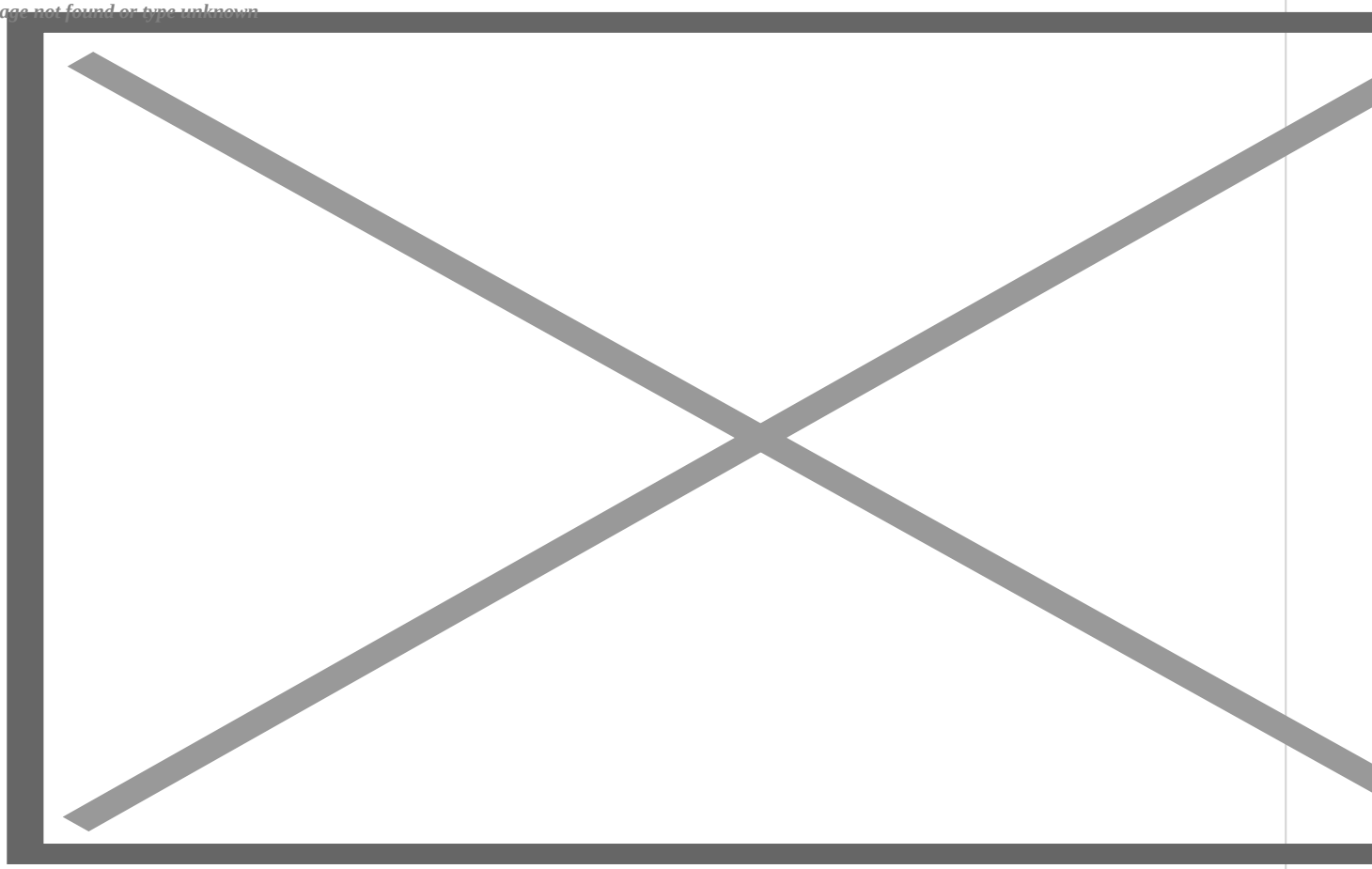
Le parlement équatorien débloque les informations sur la question de la corruption

Image not found or type unknown



Quito, 15 mars (RHC) L'Assemblée nationale équatorienne a approuvé à l'unanimité le déblocage des informations relatives à l'affaire Gran Padrino, concernant un réseau présumé de corruption dans des entreprises publiques impliquant le président Guillermo Lasso.

La décision du Parlement équatorien permet de lever la confidentialité des informations fournies par la Surintendance des entreprises, ainsi que le registre du siège du gouvernement, le Palais Carondelet.

Le correspondant de Telesur en Équateur, Orlado Pérez, a indiqué que la levée de la réserve signifie qu'il sera possible de connaître les mouvements qui ont eu lieu au Palais Carondelet par des fonctionnaires de haut niveau et d'autres personnalités en relation avec l'affaire de corruption.

Selon le journaliste, les informations de la Surintendance des entreprises permettront également de savoir qui est impliqué et quels étaient les contrats entre les entreprises publiques et privées, où il pourrait y avoir deux éléments d'enquête.

Le correspondant de Telesur a déclaré que les informations de la Surintendance des entreprises pourraient fournir des éléments d'enquête sur les actes de corruption présumés de fonctionnaires du gouvernement de Guillermo Lasso et sur le blanchiment d'argent par le biais de certaines entreprises appartenant à la soi-disant mafia albanaise, qui serait impliquée avec de hauts fonctionnaires du gouvernement.

Pérez a précisé que la documentation sera mise en numérique et distribuée aux membres de l'Assemblée afin d'élargir les informations sur l'affaire Gran Padrino et l'implication présumée de l'actuel président de l'Équateur.

La législatrice Viviana Veloz, qui a présidé la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'affaire Encuentro Rencontre) ou Gran Padrino (Grand Parrain), a déclaré que l'objectif du déblocage de la réserve est de rendre les informations sur le système de corruption plus transparentes.

Une nouvelle enquête ne sera pas ouverte à l'Assemblée, et aucune autre commission ne sera créée ; il s'agit de permettre à tous les citoyens de connaître ces informations, a déclaré Mme Veloz (Source : Telesur).

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/316727-le-parlement-equatorien-debloque-les-informations-sur-la-question-de-la-corruption

Radio Habana Cuba